

Résumé

La **Société à Responsabilité Limité** est constituée d'une seule ou de plusieurs personnes qui ne sont responsables de ses dettes qu'à la proportion de leurs parts dans le capital social, où l'associé n'acquiert pas la qualité de commerçant . Le nombre d'associés ne doit pas dépasser vingt et le capital ne doit pas être inférieur à 100.000 divisés en parts nominales et non négociables par les moyens commerciaux. En effet, la **Société à Responsabilité Limité** est de nature particulière, dont la notion est intermédiaire entre les sociétés des personnes et des sociétés de capitaux réunissant leurs particularités de chacune. Sa constitution est soumise à des conditions objectives générales, dont la volonté, la capacité, le local et le motif, et les conditions objectives particulières qui est la pluralité des associés, comme elle peut être constituée d'un seul associé, et l'apport des parts numéraires et réelles sans la part du travail, outre l'intention à la participation et la pluralité des associés ainsi que les conditions formelles, dont le dépôt du cinquième (1/5) du capital, la rédaction officielle, les procédures de publicité. En cas de non respect à l'un des éléments ou conditions précédents, la société donne lieu à la nullité de la société ainsi que la responsabilité civile et pénale.

Les parts de **Société à Responsabilité Limité** sont cessibles aux associés ou l'un de leurs parents, comme à un étranger de la société suivant des conditions spécifiques.

Quant à l'administration, elle est soumise à trois organismes qui consistent en : le Directeur associé ou non associé, l'assemblée générale qui rassemble tous les associés, le contrôle par les associés, et le commissaire aux comptes.

Le partage des bénéfices est soumis aux conditions prévues aux statuts, le cas échéant, ils sont partagés suivant les règles générales après la retenue de la réserve légale.

La **Société à Responsabilité Limité** expire pour les mêmes motifs généraux par lesquels les sociétés expirent. Néanmoins, elle n'expire pas pour des motifs personnels tels que l'interdiction de l'associé ou sa faillite, ou même son décès, tant que cela est prévu aux statuts. En outre, elle expire pour ses propres motifs.

Elle est aussi soumise aux procédures de liquidation et de partage de ses biens après le règlement de ses dettes. Les associés bénéficient ainsi de la prescription quinquennale.